



Berlin Eco

NUMERO 3

© DG Trésor

18 février 2019

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

L'influence chinoise sur les entreprises allemandes a fortement chuté en 2018, selon [une étude du cabinet d'audit financier EY](#) ; le nombre de transactions (acquisition ou participation) provenant d'investisseurs chinois est passé de 54 en 2017 à 35 en 2018. Le cabinet d'audit cite le ralentissement de l'économie chinoise et le souhait du gouvernement de mieux maîtriser les capitaux sortants comme raisons principales. L'Allemagne reste néanmoins le pays européen préféré des investisseurs chinois, avec un volume de transactions atteignant 10,7 Md\$ en 2018 (13,7 Md\$ en 2017).

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le PIB allemand a stagné au quatrième trimestre 2018 (+ 0,0%), selon [Destatis](#). L'office fédéral statistique précise que le commerce extérieur a pesé sur la croissance, tandis que l'évolution positive de l'investissement et de la consommation (en particulier de l'Etat) a soutenu la conjoncture allemande au dernier trimestre 2018.

Toujours selon [Destatis](#), **les exportations allemandes ont progressé de 3,0% sur l'ensemble de l'année 2018**. Avec des importations en hausse de 5,7%, le solde de la balance commerciale de l'Allemagne s'est ainsi établi à 227,8 Md€, soit une baisse de 8% par rapport à 2017.

L'Association des chambres de commerce et d'industrie allemande diminue sa prévision de croissance annuelle du PIB pour 2019 de 1,7% à 0,9%, en raison des turbulences internationales (conflits commerciaux, Brexit) et de l'insécurité ressentie par les entreprises allemandes. Ces dernières souffrent notamment du manque de main d'œuvre qualifiée (un risque commercial pour 61% des entreprises interrogées) et exigent des réponses plus concrètes du gouvernement sur les grands sujets d'avenir (transitions énergétique et écologique, développement du haut-débit, modernisation des infrastructures).

POLITIQUES SOCIALES

Les instances dirigeantes du SPD réunies en conclave ont adopté le 10 février un catalogue de mesures présentant leur **concept d'« un nouvel Etat social pour une ère nouvelle »** pour renforcer les droits sociaux des personnes, en emploi ou au chômage à l'ère numérique. Le SPD veut fermer le chapitre du système « Hartz IV », en proposant un système d'aide aux chômeurs de longue durée rebaptisé « allocation citoyenne » renonçant aux sanctions stigmatisantes, et créer une aide sociale individuelle à l'enfance. Alors que le SPD poursuit son repositionnement, ces nouvelles mesures sociales ont attiré le courroux du partenaire de la coalition (CDU-CSU) qui appelle à « un frein aux dépenses sociales ». La mesure la plus critiquée est la proposition de relèvement du salaire minimum à 12€.



Selon des données provisoires de [Destatis](#), les **salaires** nominaux (bruts) ont augmenté de 3,0% en 2018 (après 2,5% en 2017). Avec une inflation de 1,9% en légère hausse (1,8% en 2017), la progression des salaires réels (bruts) a atteint 1,0% en 2018 (après +0,8% en 2017).

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

[Deutsche Börse AG](#) annonce pour 2018 une hausse de son résultat net de 13% qui atteint 2,8 Md€. Les produits nets d'intérêt ont progressé de 133 à 205 M€. Elle versera un dividende de 2,70€/action, soit une hausse de 10% par rapport à 2017.

BANQUES ET ASSURANCES

NordLB pourrait placer les actifs maritimes non performants, qui ne devraient pas être cédés à Cerberus (cf. BE 2/2019), soit environ 5 Md€, dans la structure de défaillance HSH Portfoliomanagement AöR (créée par Hambourg et le Schleswig-Holstein en 2015 pour liquider les actifs douteux de HSH Nordbank). Hambourg et le Schleswig-Holstein n'envisageraient qu'une simple gestion des actifs de NordLB qui en garderait la propriété et devrait les garantir.

[Commerzbank](#) enregistre, en 2018, un résultat avant impôts de 1,23 Md€ (contre 459 M€ en 2017) et un résultat net de 865 M€ (contre 128 M€ en 2017). Les frais de fonctionnement enregistrent une légère hausse en atteignant 6,9 Md€ (6,8 Md€ en 2017), due à d'importants investissements dans la numérisation. Le ratio coûts/revenus atteint 80,3% et reste donc encore éloigné de l'objectif de 66% fixé pour 2020. Le nombre net de clients particuliers de la banque a augmenté de 417 000 en 2018 (503 000 en 2017). La banque atteint un taux de numérisation de ses procédures de 59% fin 2018 ; son objectif était de 65%. Elle distribue cette année un dividende de 0,20€/action. La BCE a réduit de 0,25% le [SREP](#) qu'elle exige de la banque, ce qui porte son CET1 obligatoire à 10,11% (le CET1 s'élevait à 12,9% fin 2018).

Le mandat du chargé spécial, placé auprès de **Deutsche Bank** (cf. BE 17/2018), pour contrôler les procédures de lutte anti-blanchiment a été étendu, sur [décision de la BaFin](#), aux correspondances bancaires. Il doit publier un rapport sur l'évolution des procédures depuis le début de son mandat (sept. 2018).

Afin de mieux défendre leurs intérêts, six des seize **banques publiques régionales d'investissement** (*Förderbanken*) fondent leur propre association dont le siège sera à Hambourg. Jusqu'à présent, elles étaient représentées par la fédération des banques publiques, *VÖB*, dans laquelle se trouvent également les *Landesbanken*.

[La banque néerlandaise ING](#), est désormais la troisième banque en Allemagne après Deutsche Bank et Commerzbank en ce qui concerne le nombre de clients (9,3 millions, +250 000 en 2018). Elle gère 2,5 millions de comptes courants (+375 000 en 2018).

Le volume total des primes perçues par le réassureur allemand [Munich Re](#) reste stable en 2018 en atteignant 49 Md€. Le ratio combiné dommages/coûts s'est amélioré par rapport à 2017 en passant au-dessous de la limite des 100% à 99,4% (en 2017 : 114,1%). Son résultat de 2,3 Md€ lui permet de verser un dividende de 9,25€/action, soit une hausse de 12% par rapport à 2017. Il annonce pour 2019 un programme de rachat d'actions pour un montant d'1 Md€.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :

Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 18 février 2019